

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 60 (1915)
Heft: 2

Artikel: L'offensive allemande contre la France : prévisions des milieux militaires français
Autor: Diesbach, Raoul de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-339643>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

LX^e Année

N^o 2

Février 1915

L'OFFENSIVE ALLEMANDE CONTRE LA FRANCE

Prévisions des milieux militaires français.

Il n'appartient à personne de formuler des précisions certaines au sujet des plans d'opérations des états-majors, élaborés par une élite d'officiers, conservés dans les archives confidentielles des ministères de la guerre. Cependant, dit le général Foch, « ils sont en partie tracés sur le terrain par les voies ferrées, les quais de débarquement ; ils sont également traduits en mesures d'exécution dès le temps de paix ; en documents totaux ou partiels qui, plus ou moins connus, permettent de reconstituer en tout ou partie les projets arrêtés. » (*De la conduite de la guerre*, par le général FOCH.) Un écrivain militaire allemand, dont la notoriété égale peut-être celle du commandant actuel des armées du Nord de la France, exprime une opinion identique : « Les mesures de préparation à la guerre ne sauraient, dans leur ensemble, être tenues secrètes ; elles sont prises au vu et au su de tout le monde. Chacun peut se rendre compte des forces qui doivent coopérer à l'action, et le secret gardé sur certains points particuliers ne peut changer l'idée qu'on peut se faire de l'ensemble. » (Général de Bernhardt.)

Ces deux opinions autorisées donneront plus de poids aux prévisions des milieux militaires français. Nous nous proposons de les exposer dans leurs grandes lignes en faisant naturellement abstraction des hypothèses plus ou moins fondées qui ont trouvé créance chez nous et à l'étranger. La guerre actuelle a donné une éclatante confirmation à ces prévisions qui sont la résultante d'études stratégiques approfondies : citons les livres prophétiques des généraux Langlois et Maitrot, des

colonels Boucher et Mordacq, du capitaine Félix et de Charles Malo. Plusieurs périodiques français, surtout depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1909) et le coup d'Agadir (1911) les avaient reproduits ou commentés ; l'un d'eux, notamment, publiait un article très documenté et plein de clairvoyance : « Le service de trois ans et les armements allemands ». Il est dû à la plume du commandant Patrice Mahon, auquel nous empruntons plusieurs données de cette étude. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 avril 1913.)

Les publications nombreuses ayant trait à la guerre inévitable dont la menace s'accroissait, semblent avoir été à peu près ignorées chez nous. Quand le conflit prévu éclata, l'opinion publique, mal renseignée, accueillit avec trop peu de réserve les bruits tendancieux relatifs à une invasion étrangère, au lieu de s'adresser exclusivement à la critique militaire. Faisons abstraction de ces rumeurs fantaisistes, répandues dans un but facile à deviner ; examinons à la lumière des documents les plus autorisés le plan de guerre présumé de nos voisins d'outre-Rhin.

Nous rechercherons en premier lieu sur quels motifs étaient fondées les prévisions des milieux militaires français concernant l'offensive allemande ; deux d'entre eux retiendront particulièrement notre attention.

1^o Le plan de guerre traditionnel de l'Allemagne, appliqué en 1870, paraît devoir être maintenu en principe ; toutefois, les études stratégiques des Bernhardi et des von der Golz font entrevoir les modifications que l'intervention russe, l'annexion de l'Alsace-Lorraine et la capacité de résistance des défenses de l'Est français rendront nécessaires ;

2^o Le développement du réseau des lignes de transport et la création des quais de débarquement de la frontière militaire ; la densité et le tracé de ce réseau déterminent dans le temps et dans l'espace la concentration et par suite l'offensive.

Le deuxième motif est le corollaire du premier, car la conséquence naturelle de l'idée maîtresse d'un plan d'opérations est le tracé des lignes de concentration. Avant de faire les déductions que comporte le plan allemand présumé, il convient de s'en référer à l'histoire militaire et aux études stratégiques qui

en découlent. La littérature militaire d'outre-Rhin offre à cet égard une source précieuse de renseignements.

Clausewitz a esquissé le premier plan d'une offensive allemande contre la France. « Le centre de la puissance d'un Etat, écrivait le précurseur de Moltke, reposant dans son armée et sa capitale, le plan des coalisés doit être ceci : 1^o de vaincre l'armée française dans une ou plusieurs batailles générales ; 2^o de s'emparer de Paris ; 3^o enfin, de rejeter au delà de la Loire les débris de l'armée vaincue. Le point vital de la monarchie française se trouve entre Paris et Bruxelles, et de ce côté la capitale n'est qu'à 220 kilomètres de la frontière. C'est là qu'est le centre naturel de la formation d'une partie des coalisés (là qu'ils doivent agir). » Ainsi donc, l'objet même de l'attaque stratégique était clairement indiqué : la défaite de l'armée française et la conquête de Paris.

L'histoire de la guerre franco-allemande nous montre que ce programme, adapté aux circonstances, fut scrupuleusement suivi en 1870 ; Moltke l'avait développé dans un mémoire adressé au roi Guillaume I^{er} en 1869. Pour en réaliser l'exécution, le disciple de Clausewitz adopte une zone de concentration unique, le Palatinat, afin d'attaquer avec ses forces réunies « pour ne pas donner à l'adversaire le temps de réparer son infériorité numérique ». Son dispositif d'attaque comporte : 1^o à droite, *une aile défensive*, soit deux corps d'armée et une division de cavalerie (1^{re} armée), devant coopérer à l'attaque frontale jusqu'à ce que la 3^e armée ait opéré sa conversion sur le flanc droit ennemi ; 2^o au centre, *l'armée principale*, soit la 2^e armée (6 corps et 4 divisions de cavalerie), chargée du coup droit sur l'adversaire, ayant pour premier objectif la ligne de la Sarre ; 3^o à gauche, *une aile offensive manœuvrière* (5 corps et 2 divisions de cavalerie formant la 3^e armée), dont la mission devait être l'enveloppement du flanc droit de l'adversaire dans le but de le couper de Paris et de la Loire (manœuvres de la haute Sarre, de Metz et de Sedan).

L'étude de la campagne de 1870 a permis aux critiques militaires français de formuler des prévisions pour l'avenir. La guerre actuelle les a en grande partie confirmées. Certains

d'entre eux, sans méconnaître les modifications que comporte le recul de la frontière militaire du Rhin aux Vosges et l'intervention russe, pensent que le plan traditionnel de Clausewitz est encore en faveur. « Les Allemands, dit le colonel Boucher, ont écrit avec du fer leur intention de rester fidèles aux principes qui leur ont assuré la victoire de 1870. » (*La France victorieuse dans la guerre de demain.*)

Le général Foch, sans contester que les doctrines de Moltke ne soient encore en faveur actuellement, semble moins affirmatif : « La manœuvre allemande de 1870, reprise de nos jours, peut alors affecter une autre allure. A côté d'un centre arrivant sur la Moselle (comme la 2^e armée devait aborder la Saire en 1870), installant sur la rive droite de cette rivière ses batteries d'obusiers et ses tourelles, nous arrêtant d'une façon indiscutable, *on peut entrevoir aux ailes, au moins à l'une, des armées d'attaque décisive grossies de toutes les économies réalisées sur le front. . . »*

Dans un remarquable article, publié par la *Revue des Deux-Mondes*, le 15 avril 1913, le commandant Patrice Mahon met en relief l'influence de l'alliance russe sur la guerre de l'avenir : « S'il est vrai que la Russie ait politiquement grandi, elle demeure aussi vaste, aussi lente, aussi résistante, aussi indifférente aux revers, aussi bien défendue par l'espace et aussi irréductible au temps qu'elle l'était en 1812. . . C'est donc bien à la France, aujourd'hui plus encore qu'hier, c'est à l'ennemie héréditaire que les premières salves sont destinées. C'est parce que les Russes sont devenus plus lourds dans la balance que l'on charge le plateau de notre côté. *On veut une guerre brutale et courte, on sait qu'on ne disposera plus pour la campagne de France de huit mois comme en 1870 ; qu'il faudra compter par semaines, sous peine de voir l'intervention russe se produire avant le dénouement, et la France encore debout, non pas couchée à terre et foulée sous la botte du vainqueur, se dresser dans un de ces sursauts patriotiques dont elle est coutumière, qui étonnent, qui déconcertent et dont, en somme, on a peur, car si l'on méprise le pays welche comme terre de plaisir, on le craint comme terre de liberté. . . »*

Envisageant la nécessité d'une offensive rapide, rendue

d'autant plus impérieuse qu'il importe à tout prix de devancer l'action effective de l'armée russe sur le front oriental, le colonel Boucher admet que 21 corps d'armée allemands seront opposés dès l'ouverture des hostilités à 20 corps français, tandis que 4 corps seront maintenus à la frontière polonaise. « Au début de la guerre, écrit-il, *la Russie ne peut donc nous être d'aucun secours* ; nous devons nous attendre à supporter le choc de la totalité des corps allemands. » C'est entre le 18^e jour et le 25^e jour après la promulgation du décret de mobilisation générale que l'on peut entrevoir l'effet utile de l'intervention russe.

Nous voulons souligner encore l'importance du temps au début du conflit actuel en citant un auteur allemand, le maréchal von der Golz : « *Une avance de trois jours dans la concentration des Français*, écrit-il, leur permettrait actuellement d'investir Metz et Thionville sans coup férir, d'avancer sans difficulté jusqu'à la Sarre, de couper les communications de Strasbourg, et obligerait les forces allemandes à se concentrer sur le même terrain qu'en 1870. »

Les recherches des critiques militaires français ne se sont pas bornées à une solution superficielle du problème de la guerre contemporaine ; la clairvoyance de ces officiers d'élite leur a permis de le résoudre, sinon avec une exactitude rigoureuse, du moins avec une approximation suffisante. Ils se sont préoccupés de l'objectif de cette aile offensive manœuvrière du plan classique de Moltke, qui, suivant l'expression du général de Bernhardt « devait surgir comme l'éclair du nuage ». Cette offensive se prononcerait-elle sur le flanc droit ou sur le flanc gauche de l'armée française ? Cette question susceptible de passionner l'opinion publique, non seulement pour des motifs d'ordre stratégique, mais parce qu'elle mettait en jeu l'existence de trois petits pays, exige au préalable une brève description des frontières militaires allemande et française. Nous l'empruntons à l'*Atlas* publié par le *Journal de Genève* (carte n^o 1).

Frontière militaire allemande. — Développement du front entre les frontières luxembourgeoise et suisse : 250 kilomètres. Secteurs : 1^o barrage fortifié Thionville-Metz (40 km.) ; 2^o trouée des Vosges de Metz au Donon (90 km.) ; 3^o barrage montagneux

des Vosges, du Donon au Ballon d'Alsace (90 km.) ; 4^o trouée de Belfort (30 km.), entre les Vosges et la frontière suisse (Pfetterhausen). En retrait, sur le Rhin, le barrage fortifié Brisach-Istein (40 km.) pare à une offensive par le couloir d'Alsace.

Frontière militaire française. — Développement du front entre les frontières suisse et belge (Delle-Mézières) : 260 kilom. Secteurs : 1^o barrage fortifié Belfort-Epinal ou digue du Sud (70 km.) ; face à l'Alsace ; 2^o trouée des Charmes, face à celle des Vosges, entre Epinal et Toul (40 km.) ; 3^o barrage fortifié Toul-Verdun ou digue du Nord (70 km.), face à la Lorraine ; 4^o trouée de Stenay ou des Ardennes, entre Verdun et Mézières (80 km.).

Cette description sommaire nous permet de préciser le dispositif présumé de l'aile offensive manœuvrière de l'armée allemande. En France, l'opinion généralement admise, du moins dans les milieux militaires compétents, peut se résumer ainsi : les défenses de l'Est français seront tournées par la gauche. La voie d'invasion préconisée par le général de Bernhardt, est la Belgique méridionale et le Luxembourg. Le premier objectif de l'aile droite ennemie est la Meuse (trouée de Stenay) ; on peut attendre la décision sur la Moselle où le centre cherchera à percer (trouée des Charmes). Le général Maitrot et le colonel Boucher ont vulgarisé cette idée maîtresse du plan allemand dans leurs écrits.

L'un d'eux, *la Belgique à jamais indépendante*, du général Maitrot, mérite en particulier d'être cité. La *Revue du génie militaire* (avril 1913) commentait cette étude de l'ancien chef du bureau des opérations militaires de l'état major dans les termes suivants : « L'intention bien arrêtée de l'Allemagne, dans la guerre de demain, est de *tourner notre formidable frontière de l'Est en violant la neutralité de la Belgique*. On pouvait en douter hier ; on en est certain aujourd'hui, car on découvre nettement cette préméditation, quand on sait les lire, dans les documents relatifs à son nouveau plan de guerre. . . Le jour où l'Allemagne franchira la frontière de la Belgique, elle liera étroitement le sort de cette nation à celui de la France. »

Cet enveloppement excentrique était considéré comme une

grave faute par le général Foch ; l'attaque de l'aile manœuvrière devenait ainsi aussi importante que celle du centre, dont le théâtre devait être la Lorraine et le premier objectif Nancy. L'ouvrage célèbre du critique militaire français *De la conduite de la guerre*, n'excluait pas l'impossibilité de cette manœuvre, considérée toutefois comme contraire au principe de la réunion des forces. De plus, le nombre des lignes de transport (neuf) faisait prévoir qu'il n'y aurait pas deux actions séparées.

Depuis la publication de ce livre (1909), le développement du tracé du réseau ferré révèle les tendances nouvelles des Allemands. « Différents indices, écrit le commandant Mahon, et notamment le grand nombre de lignes nouvelles ou de tronçons de raccordement, tracés depuis peu dans le Luxembourg belge, ont fait croire qu'une partie de leur offensive déborderait de ce côté jusqu'à la Meuse, peut-être même au delà. S'il en était ainsi, le dispositif allemand du début présenterait un caractère linéaire et, tout en ressemblant avec une amplification colossale à l'ordre tactique de Frédéric II, s'inspirerait aussi de l'idée Frédéricienne de l'enveloppement. » (*Revue des Deux-Mondes*, du 15 avril 1913.) Le plan traditionnel de Clausewitz préconisant l'invasion de la France par la voie la plus courte, on pouvait prévoir que l'aile défensive des Allemands se trouverait entre le Donon et la frontière suisse. La défense de l'Alsace serait donc assurée uniquement par des troupes de couverture appartenant au XIV^e corps et renforcées dès le quatrième jour de la mobilisation par des éléments de réserve. Tous les critiques militaires s'accordaient à dire que le théâtre d'opérations d'Alsace se trouvait en dehors de la zone d'action des armées. On n'y trouvait du reste qu'une seule ligne de transport.

Au dispositif d'attaque présumé des Allemands le colonel Boucher oppose la riposte française probable. Suppléer par une défensive active à l'infériorité numérique du début, soit jusqu'à l'intervention effective des Russes (trois à quatre semaines après le premier jour de mobilisation) ; tenir les forces principales disponibles massées sur le bastion lorrain avec Epinal, Toul et Verdun comme points d'appui ; prévoir une

réserve pour la manœuvre sur les flancs ; maintenir un corps de couverture pour masquer Belfort et défendre les Vosges ; enfin prendre l'offensive quand l'équilibre des forces sera rétabli. Effectifs disponibles pour le premier choc : 20 corps, soit un million d'hommes, contre 21 corps, soit 1 050 000 hommes. Le renforcement de l'armée active par les corps de réserve et la territoriale porterait à 4 000 000 l'effectif des « instruits » (4 300 000 hommes en Allemagne).

L'étude d'un plan d'opérations paraîtrait vaine sans la connaissance de l'instrument qui doit en assurer l'exécution. En France, on suivait avec une attention soutenue les progrès réalisés dans l'armement allemand, surtout dans l'artillerie, puisque dès le premier contact on prévoyait l'investissement des places fortes de la digue du Nord et de leurs avancées (plateau de Haye et Nancy). Quelques mois avant les hostilités, le général Maitrot signalait l'urgence qu'il y avait à améliorer et renforcer sans retard l'artillerie de place, à doter les corps d'armée d'obusiers capables de lutter avec succès contre l'artillerie lourde allemande. Qu'avait-on à lui opposer à la déclaration de guerre ? Dans les places fortes, des canons longs de 155 mm., des anciens mortiers de 220 mm. et 270 mm. ; la portée maxima de ces pièces n'excédait pas 9000 m. A l'artillerie lourde d'armée, 84 canons Rimailho de 155 mm. et quelques obusiers de 120 mm. ; portée, 6500 m. Tandis que les forts de la défense de l'Est étaient appelés à soutenir une lutte inégale contre des parcs de siège dont les pièces les plus puissantes étaient les mortiers de 280 mm. et de 210 mm., les canons de 130 mm. dont la portée considérable atteignait 14 km., les 104 obusiers de 105 mm. et de 150 mm. de deux corps d'armée allemands pouvaient être opposés avec succès à la totalité de l'artillerie lourde française. On prévoyait que chez l'adversaire de demain l'infériorité notoire du canon Krupp de 77 mm. serait compensée par une riche dotation en pièces de gros calibre. Cette constatation était d'autant plus inquiétante que la guerre de l'avenir faisait prévoir la prépondérance de l'artillerie lourde et le rôle capital de la fortification sur le champ de bataille. Dans une captivante étude, un officier du génie, le capitaine Genez, avait même prévu cette guerre de

(Cliché du *Journal de Genève*.)

tranchées actuellement si caractéristique sur le front franco-allemand. « Nous pouvons dire, écrit-il dans la *Revue du génie militaire* (juin 1913), que dans une prochaine guerre dans l'Europe occidentale la durée probable de la lutte permet d'envisager l'éventualité d'une guerre de mines... »

On voit que l'imprévoyance de 1870 n'était plus qu'un mauvais souvenir, et, si le Parlement français avait eu pleine conscience du danger de la menace austro-allemande, il aurait fait droit aux vœux exprimés par les officiers avertis et compétents qui n'ignoraient pas la corrélation nécessaire entre la fortification et les progrès accomplis par l'artillerie. Il ne doit pas y avoir de disproportion entre les armes de l'assaillant et la capacité de résistance du défenseur. Un ouvrage plein d'actualité, « *Neutralité belge et invasion allemande* », a fait ressortir ce principe montrant que les Français, trop confiants dans la foi des traités, avaient négligé la défense de leur front nord-est, limitrophe d'un pays neutre, ce qui devait fatalement attirer les coups de leurs adversaires arrêtés par le redoutable barrage de la frontière militaire. La *Revue militaire suisse* (janvier 1915) a donné un intéressant commentaire de cette étude, dû à la plume du lieutenant-colonel du génie Lecomte.

Pour ouvrir les yeux du législateur, il fallut que le Reichstag prît des mesures de salut public en votant la fameuse contribution de 5 ‰ sur les fortunes afin de couvrir les dépenses militaires qui augmentaient en progression géométrique depuis le coup d'Agadir. L'accroissement de l'effectif budgétaire était de 10 000 hommes en 1911, 34 000 en 1912, 176 000 en 1913. Avant la crise européenne de 1914, l'armée allemande sur le pied de paix comptait 835 000 hommes, soit 174 000 officiers, sous-officiers et fonctionnaires, 661 000 soldats (495 000 en 1899). Pour l'Allemagne, la guerre étant devenue une nécessité économique, le moindre prétexte pouvait provoquer le conflit redouté ; laissons aux hommes d'Etat le soin d'écrire l'histoire diplomatique de ses origines et revenons à l'exposé des prévisions militaires de l'offensive allemande contre la France.

Cet exposé n'a pas seulement un intérêt rétrospectif pour tout Suisse soucieux de l'avenir de son pays ; il touche à un

problème plein d'actualité, l'éventualité de la violation de nos frontières. Bien qu'elle fût à la merci d'un incident ou d'une manœuvre, elle semblait peu probable, puisque les ailes défensives des armées belligérantes devaient seules prendre contact sur le théâtre d'opérations voisin de la Suisse. Si le danger n'était pas imminent, nous avions cependant l'impérieux devoir de parer à l'imprévu en organisant la défense de nos frontières. Nous voulons maintenant préciser notre pensée à ce sujet.

Au début des hostilités, notre territoire a été respecté à cause de sa situation géographique excentrique par rapport à la voie d'invasion que le plan d'opérations allemand paraissait avoir choisie. C'est en Lorraine qu'était le point décisif où le principe de Moltke faisait prévoir le groupement des forces principales, *tandis que l'Alsace devait rester une zone d'opérations secondaire*. Dans cette région, le temps, facteur capital pour la réussite de l'attaque brusquée et foudroyante de Bernhardi, n'autorisait pas une action importante. En raison de sa faiblesse numérique, le corps de couverture badois, renforcé par des éléments de réserve, ne pouvait guère songer à une diversion sur l'aile droite française par la trouée de Belfort, en empruntant peut-être pour la manœuvre, les voies de communication du territoire suisse. A fortiori l'armée française que son infériorité numérique obligeait à subir le plan d'opérations allemand au début des hostilités, ne pouvait engager en Alsace des effectifs assez importants pour neutraliser l'intervention des divisions suisses si nos frontières n'étaient point respectées. Du reste, les sacrifices auraient été hors de proportion avec le gain obtenu. Au point de vue militaire, une invasion française nous paraît inadmissible. Il est à souhaiter qu'elle ne trouve plus aucune créance dans le public suisse ; l'opinion autorisée de Moltke suffira pour prouver qu'elle n'était pas justifiée par l'intérêt stratégique : « Si les Français raisonnent bien, écrit le chef du grand état-major prussien, ils n'entreprendront pas d'expédition sur nos côtes avec des troupes de débarquement. *Ils ne violeront pas davantage la neutralité de la Suisse et de la Belgique*. Il n'y aura pas, en un mot, une variante suisse, une variante belge, une variante de l'Allemagne du Sud, des côtes, etc. . . » Les circonstances actuelles n'infir-

ment en rien cette opinion ; au contraire, elles lui donnent plus de poids.

A une époque où les traités ne sont plus que des « chiffons de papier », il faut en premier lieu considérer le but utilitaire d'une violation possible de l'intégrité territoriale des pays neutres. Nous croyons avoir démontré que l'éloignement de nos frontières du point décisif nous protégeait des horreurs de l'invasion. Il n'en fut pas de même de la Belgique et du Luxembourg. Ces deux nations neutres et libres étaient à la merci de l'exécution d'une combinaison stratégique préparée dans ses moindres détails. Ce ne fut pas le hasard qui décida de leur sort. Le coup de force du 3 août 1914 a nécessité une préparation : ce fut la concentration des quatre corps d'armée qui franchirent la frontière belge à Visé, Hervé, Gemmenich et Stavelot.

On peut se demander quelle fut la composition probable et la durée de concentration de l'armée du Bas-Rhin, destinée à former l'aile droite manœuvrière du dispositif d'attaque allemand. Trois jours sont nécessaires pour mettre à pied d'œuvre les troupes de couverture, soit le VIII^e corps d'armée (Coblentz), renforcé de une à deux divisions de cavalerie indépendante disponibles dès le quatrième jour de la concentration. Dès lors, les voies sont libres pour le transport des trois autres corps formant la 3^e inspection d'armée. Deux d'entre eux, le VII^e (Münster) et le IX^e (Altona) peuvent achever leurs débarquements dans la soirée du sixième jour, utilisant les lignes de transport Münster-Düsseldorf-Aix-la-Chapelle et Altona-Brême-Münster-Duisbourg-Aix-la-Chapelle. Enfin, le huitième jour, la ligne Hanovre-Münster-Düsseldorf-Aix-la-Chapelle transporte à pied d'œuvre le X^e corps d'armée (Hanovre).

Toutes les lignes de transport utilisées sont à double voie et ont un débit quotidien de 40 trains, ce qui nécessite deux jours pour la concentration d'un corps d'armée ; 24 heures étant indispensables à la 3^e inspection d'armée pour s'organiser, c'est le dixième jour de la concentration que l'armée du Bas-Rhin pourra entrer en campagne. Le calcul du temps n'est pas modifié si l'on admet une composition différente. Le tracé de la ligne secondaire d'Aix-la-Chapelle à Saint-With, parallèle à la frontière belge et reliée à Cologne et Coblentz, la création

récente du grand camp d'Elsenborn, près Malmédy, facilitaient dans une très large mesure les opérations préliminaires de l'offensive par la Belgique.

Si les transports se sont effectués suivant l'hypothèse admise, la concentration allemande aurait commencé le jour même de la remise de la réponse serbe à l'ultimatum autrichien (25 juillet 1914). Cette date est significative. La mobilisation du 1^{er} août, précédée le 31 juillet de la proclamation du *Kriegsgefahrzustand*, apparaît comme la conséquence naturelle de cette concentration prématurée. Elle venait compléter et renforcer l'état de préparation militaire initiale.

Les prétextes invoqués, sans l'appui d'aucune preuve, pour justifier la violation de l'intégrité territoriale de la Belgique et du Luxembourg ne résistent pas à l'examen. A ceux qui tenteraient de leur donner l'apparence de la réalité, nous répondrons par la déclaration si caractéristique du général de Bernhardi : « C'est à la diplomatie à arranger les questions épineuses où la morale semble menacée. » Les avions fantômes qui auraient survolé l'Eifel, Wesel, Francfort et même Nuremberg, les officiers français déguisés traversant la Belgique en automobile, les soldats isolés descendant à la gare belge d'Erquelines appartiennent au domaine de la légende. Il n'est plus permis de douter que l'offensive de l'aile manœuvrière allemande devait prononcer son mouvement par la Belgique : aucune circonstance fortuite ne l'y a contrainte.

Cette préméditation avait été signalée non seulement dans les nombreuses études stratégiques des dernières années, mais même dans la presse quotidienne. En date du 21 novembre 1911 le *Journal de Liège* précisait les détails de la manœuvre de l'armée du Bas-Rhin en publiant un document allemand dont l'authenticité n'est plus douteuse aujourd'hui et qui paraît avoir un caractère officiel. Cette publication eut un grand retentissement.

Tandis que la guerre contemporaine est venue confirmer les prévisions des critiques militaires perspicaces dont nous avons fait mention, un simple coup d'œil sur la carte montre mieux qu'un long raisonnement combien l'intention prêtée aux armées de la République d'envahir le territoire belge était

peu fondée. Charleroi, où eut lieu la première grande rencontre (22-24 août) est à 25 km. seulement de la frontière française et à près de 100 km. de la frontière allemande. Si la concentration des corps des généraux Ruffey, de Langle de Cary et Lanrezac avait été antérieure à celle de l'armée du Bas-Rhin, le contact aurait été pris sur la Meuse, vers Liège, avant le 10 août, et non pas sur la Sambre, après le 20 août.

L'exposé sommaire des prévisions relatives à l'offensive allemande contre la France eût été incomplet si nous n'en avions tiré les conclusions qui intéressent l'avenir de notre pays. Nous avons montré que la Suisse a été épargnée parce que ses frontières étaient limitrophes d'une zone d'opérations secondaire, tandis que deux nations, neutres et libres, ont été sacrifiées parce que l'intérêt stratégique primait le respect des traités. Notre devoir international consiste non seulement à défendre par les armes notre liberté séculaire, mais à affirmer notre droit à l'existence, qui est la base de notre conception de la neutralité. Souvenons-nous que la malheureuse et héroïque Belgique s'est immolée pour défendre le noble principe : « Nul n'a le droit de renoncer à son droit. »

RAOUL DE DIESBACH,

capitaine du génie.

